

Danemark : le premier supermarché de restes alimentaires ouvre ses portes



La princesse Marie du Danemark lors de l'inauguration de WeFood (Facebook)

Depuis le 22 février, la capitale du Danemark, Copenhague, a été le théâtre de la très médiatique ouverture du premier supermarché de restes alimentaires. Nommé « WeFood », le commerce a pour objectif d'amorcer la réduction du gaspillage alimentaire.

WeFood, est le premier supermarché qui vend des restes alimentaires au Danemark, si ce n'est au monde. Le concept est simple mais novateur. Ouvert depuis lundi, le super marché propose des fruits, des légumes, de la viande ou encore des produits surgelés et aliments secs dont la date limite de

consommation est dépassée. Le tout à des prix inférieurs de 30% à 50%.

La princesse Marie et la ministre danoise de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche, Eva Kjer Hansen étaient présentes pour l'inauguration du supermarché. Cette dernière a par ailleurs déclaré qu'« il est totalement ridicule que de la nourriture soit jetée. C'est mauvais pour l'environnement et pour le pouvoir d'achat des Danois. Un supermarché comme WeFood représente une étape importante dans la lutte contre le gaspillage alimentaire ».

Un projet innovant contre le gaspillage



WeFood/Facebook

En partant du nombre aberrant de 700.000 tonnes de gaspillage alimentaire pour 5.7 millions de Danois, un consortium d'organisations non gouvernementales (ONG) a lancé le projet il y a un peu plus d'un an. A l'aide d'une campagne de financement participatif qui a recueilli 133.000 € (1 million de couronnes danoises). Mais au-delà de l'aspect financier du

projet, lequel n'emploie que des bénévoles, c'est la loi qui a été le plus contraignant pour que le projet voit le jour.

En effet, il fallait surtout obtenir la modification des lois concernant la revente de produits dépassés, tâche lente et fastidieuse.

Après une réduction de 25% de ses déchets en cinq, le Danemark veut poursuivre la dynamique pour réduire le chiffre des 700.000 tonnes de déchets par an (pour 5.7 millions d'habitants). A titre de comparaison, la France, c'est 1.3 million de tonnes de déchets alimentaires par an pour 66 millions d'habitants.

Jérémy Pastor

Grèce : Alexis Tsipras gagne son pari

Alexis Tsipras a remporté dimanche soir les élections législatives anticipées, en Grèce, malgré les fortes critiques à son encontre. Le Parti du Premier ministre sortant, Syriza s'est imposé avec 35.46% des voix. Un pari réussi pour Alexis Tsipras, qui a été qualifié de traître après l'accord signé sur la dette grecque avec l'Union Européenne.

Et si Alexis Tsipras était là pour durer ? C'est la question qui se pose désormais après les résultats des élections législatives anticipées de dimanche. Et pour cause, la formation du Premier ministre sortant, Syriza, est arrivée en tête des suffrages avec 35.46% des voix.

Une victoire importante pour la suite des réformes

En instabilité politique depuis 2011, et le début de la crise de la dette, la Grèce n'a jamais pu réellement mener le train de réformes nécessaire et demandées par la Troïka (Fond Monétaire International, Union Européenne et Banque Centrale Européenne) pour restructurer la dette grecques et apporter des changements au pays lourdement endetté.

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker a félicité Alexis Tsipras tout en rappelant qu' « il y a beaucoup de travail à faire et pas de temps à perdre ». Car « la Grèce doit désormais mettre en place les réformes dans les temps afin que la confiance revienne tant pour le peuple grec que pour l'économie », a déclaré l'ex-Premier ministre du Luxembourg.

Des réformes tambour battant

Et du travail, il y en a ! Alexis Tsipras va devoir mettre en place le package de réformes élaborés par les experts Français en juin dernier : report de l'âge légal à la retraite à 67 ans, augmentation des cotisations sociales et salariales, augmentation de la fiscalité.

Alexis Tsipras a dès lundi entamé le travail en demandant une aide financière à l'Europe à propos des migrants. En effet, la Grèce est débordée par l'arrivée massive de réfugiés syriens et irakiens depuis la Turquie. Après avoir déjà reçu une aide de 33 millions d'euros début septembre, le ministre sortant de l'Economie, Nicos Christodoulakis calcule les besoins réels de la Grèce pour faire aux réfugiés à 400 millions d'euros.

Parmi les 430.000 réfugiés qui ont traversé la Méditerranée, 309.000 sont passés par la Grèce !

[JP](#)

Royaume-Uni : qui est le nouveau patron des travaillistes, Jeremy Corbyn ?

Ce week-end, un tremblement de terre politique a eu lieu en Grande-Bretagne. Jeremy Corbyn, député du parti travailliste (gauche) considéré comme très à gauche a remporté l'élection interne de son parti. Il succède avec 59.5% à Ed Miliband, démissionnaire suite à la victoire de David Cameron aux dernières législatives.



©CC/Wikicommons

Et si la Grande-Bretagne avait trouvé son Pablo Iglesias, son Alexis Tsipras ? C'est la piste de plus en plus envisagée au Royaume-Uni. La deuxième personnalité politique du pays étant, derrière David Cameron, le Premier ministre, fraîchement réélu, est un personnage de la gauche d'outre-Manche : Jeremy

Corbyn.

Un homme dans son plus simple appareil

Toujours vêtu d'un pantalon et d'une chemise légèrement flottante et rarement ornée de cravate, Jeremy Corbyn est un personnage atypique du panorama politique anglais. Député depuis trente ans, le nouveau leader du Labour, le parti travailliste, a toujours fait de la lutte en faveur du peuple son crédo, un peu à la Jean-Luc Mélenchon en France, pour les prolétaires.

Si ces opposants le qualifient de « naïf, candide, sans grande crédibilité », Jeremy Corbyn a conquis la base de son parti avec des propositions claires :

- la hausse des impôts pour les entreprises et les plus riches, à l'opposée totale de la doctrine libérale anglaise
- le contrôle des loyers
- l'instauration d'un salaire maximum

En trente de vie politique, Jeremy Corbyn s'est toujours placé du côté des plus démunis luttant contre la guerre du Vietnam, l'Apartheid en Afrique du Sud ou plus récemment l'austérité.

Reste à savoir si le parcours tonitruant du député travailliste sera décevant comme l'a été pour ses électeurs d'Alexis Tsipras en Grèce, ou bien un espoir tel Pablo Iglésias du Podemos espagnol !

[**JP**](#)

Grèce : Et maintenant où va-t-on ?

Au lendemain du vote « non » au référendum par les grecs, le pays se dirige de plus en plus vers l'exclusion de la zone Euro. Alexis Tsipras, le premier Ministre grec devra s'expliquer avec les créanciers et les autres Etats membres de la zone Euro.



La Grèce: un avenir en pointillé (©CCWikipédia)

Le peuple grec a massivement répondu non au référendum ce dimanche soir. Plus de 60% des suffrages exprimés ont dit vouloir décliner les nouvelles mesures prises par les créanciers. Ils ont par la même occasion conforter le vote de leur premier Ministre qui avait clairement exprimé son refus d'adopter ces nouvelles réformes. Maintenant que ces résultats ont été dévoilé, l'**Europe** et la **Grèce** vont devoir tout de même se remettre autour d'une table et discuter des projets

d'avenir.

Où va la Grèce ?

C'est la grosse interrogation en ce lundi 6 juillet. En refusant ces nouvelles propositions des créanciers européens, la **Grèce** va naviguer en eaux troubles pour la suite de l'année et met par la même occasion son avenir dans la **zone Euro** en péril. Plusieurs hypothèses sont possibles pour le pays fondateur de la démocratie. La première qui fait le plus parler est la sortie de la **Grèce** de la **zone Euro**. Cette solution pourrait s'avérer délicate pour le pays qui ne pourra jamais rembourser ses dettes en Euros et pourrait sombrer dans la faillite selon l'Allemand **Sigmar Gabriel**, Ministre de l'économie Allemand. En tout cas, sa sortie est même souhaitée par Alain Juppé : *« la Grèce n'est plus en mesure aujourd'hui d'assumer les disciplines de la zone euro. On ne peut faire fonctionner une monnaie unique sans un véritable gouvernement économique, capable de prendre des décisions rapides et d'organiser la convergence des économies de la zone »*. Autre hypothèse, la **Grèce** pourrait voir ses réformes plus souples en cas de renégociation avec les créanciers. **Alexis Tsipras** ayant montré sa faculté à faire face à ces mêmes créanciers. Enfin la dernière semble plus délicate, elle verrait la **Grèce** être mis en état de faillite tout en la conservant dans la **zone Euro**.

Que va décider l'Europe ?

L'**Europe** a donc été aux premières loges du vote grec ce dimanche et doit maintenant réagir au plus vite. La **zone Euro** va d'ailleurs se retrouver ce mardi pour évoquer toutes les possibilités suite à la décision du peuple grec. **Angela Merkel** et **François Hollande** ont dit prendre acte des résultats et respectent le choix des grecs. Par contre, **Sigmar Gabriel**, le Ministre de l'Economie Allemand, le choix d'**Alexis Tsipras** est synonyme de « couper les derniers ponts avec l'Europe ». Il est selon ses mots « difficilement imaginables » de reprendre les négociations avec Athènes. La Grexit (sortie de la Grèce de la zone Euro) est un scénario de « plus en plus réaliste » selon le Ministre Slovaque des Finances Peter Kazimir. Du côté

Grec **Alexis Tsipras** se veut rassurant quant à l'avenir du pays et a indiqué qu'il ne s'agissait pas « d'une rupture avec l'Europe » mais plutôt « d'un renforcement du pouvoir de négociation ». Pour rappel, les créanciers européens ont exigé de la **Grèce** des réformes dures en échange de 240 Milliards d'Euros de prêts ou promesses de prêts. Néanmoins certains pays comme la France et l'Italie pourraient, malgré le refus hellène, reprendre les négociations avec Athènes par l'intermédiaire du Ministre de l'Economie Français **Emmanuel Macron** et du Président du conseil Italien **Matteo Renzi**.

Quelles conséquences en cas de sortie de la Grèce de la zone Euro ?

Plusieurs conséquences pourraient voir le jour si jamais la **Grèce** est exclue de la **zone Euro** pour la Commission Européenne. La première concerne la valeur de la monnaie unique qui pourrait chuter davantage et être bien en dessous du dollar. Les bourses européennes ont également depuis la crise grecque perdu quelques points. Pour la **Grèce**, il s'agirait d'un nouveau pays de l'Union Européenne qui n'utiliserait pas la monnaie unique comme peut l'être le Royaume-Uni par exemple avec la Livre Sterling. Mais, contrairement aux Britanniques, le pays n'est pas du tout dans les mêmes conditions économiques.

Alexandre Gozzi

Matteo Renzi, 1 an de présidence du Conseil

Un an après la prise du pouvoir au dépend de son camarade du Parti Démocrate Italien Enrico Letta, Matteo Renzi, défend un

bilan mitigé pour une raison : avoir confondu vitesse et précipitation.

Le temps est au bilan pour le chef du gouvernement italien. Matteo Renzi, celui qu'on appelle le « Rottomatore », le démolisseur. Lors de sa prise de fonction, il y a un an, Matteo Renzi promettait non pas de faire le tour du monde en 80 jours mais de changer l'Italie en 100 jours. Il déclarait que pour y parvenir, l'Italie devait subir le rythme d'une réforme par mois. Imposer son programme de réformes n'est pas si simple, et le président du conseil italien a eu besoin de plus de temps. Il est donc revenu sur sa déclaration, annonçant un délai de 1000 jours contre 100 initialement annoncés.

Quel était son programme ?

Son principal objectif est la relance de la croissance, inexistante depuis 2011. « Dégager 10 Milliards d'euros pour 10 millions d'italiens ». Cette relance se fonde sur différentes mesures comme:

- Une baisse de l'Impôt sur le revenu, pour les ménages gagnant moins de 25 000 €/an. Ce qui correspond à une économie de 1000€ par an.

- Une baisse d'impôt sur les activités productives des petites et moyennes entreprises italiennes.

- Une diminution du budget alloué à l'Etat se traduisant par une réduction des avantages dans les institutions. La principale cible de cette réforme est le Sénat qui sera entièrement remodelé pour mieux répondre aux nouveaux besoins.

- Une augmentation de la TVA afin de récolter 6 milliards d'euros, notamment en augmentant les taxes sur les rentes.

- Une diminution du chômage en réformant le code du travail afin de faciliter l'accès à l'emploi.

– D'autres lois sont envisagées comme la rénovation des écoles et la création d'une autorité contre la corruption.

Un sprinter devenu marathonien

Face aux promesses du gouvernement, aujourd'hui beaucoup d'italiens sont déçus et parlent plutôt d'un « livre de songes ». Selon eux, il n'y a aucun changement notable. Néanmoins, il faut rappeler la situation de l'Italie lors de la prise de fonction de l'ancien maire florentin, Matteo Renzi. Le pays subissait depuis 3 ans la récession, affichait un taux de chômage de 13,5% (l'un des plus fort taux de l'Union Européenne) et enregistrait une dette équivalente à 130% du PIB.

Il faut admettre, que de nombreux projets de loi sont encore en chantier au sein du parlement romain. Quant aux réformes d'ores et déjà adoptées, leurs mises en place et leurs effets sur le quotidien des citoyens demandent du temps avant d'être perceptible. Autrement dit, après seulement 1 an de présidence du conseil il est encore trop top pour juger de la politique du gouvernement. Mais les derniers rapports de l'Organisation de Coopération et Développement Economique (OCDE), prévoient une augmentation de la croissance italienne.

Deux réformes majeures ont déjà été entreprises par le gouvernement Renzi : La réforme du code du travail, et la réforme de la loi électorale pour plus de stabilité politique.

Le jobs Act

L'article premier de cette nouvelle loi, appelée **Jobs Act**, prévoit que « le contrat de travail à durée indéterminée constitue la forme commune de l'emploi ».

Cette réforme adoptée le 3 octobre 2014, supprime les 40 types de contrats de travail pour les substituer à une unique possibilité : le CDI (contrat à durée indéterminée),

Ce nouveau CDI apporte une certaine souplesse aux entreprises. L'article 18 du code du travail protégeant les salariés des licenciements abusifs a été abrogé. Avec ce nouveau contrat, l'employeur aura plus de facilité pour licencier les salariés durant les 3 premières années. Le système utilisé fonctionne sur une protection croissante de l'employé. Au-delà de la 3^{ème} année dans l'entreprise, la protection se durcie, rendant plus couteux le licenciement.

Des mesures contre le chômage sont également present : Pour faciliter la réinsertion des demandeurs d'emploi, des formations leurs sont imposées et ils ne pourront refuser qu'une seule offre d'emploi.

Seuls 50 textes de loi ont été conservés sur les 2000 visés. Des textes clairs, simples, lisibles qui doivent être traduits en anglais afin de rassurer les investisseurs étrangers.

Les syndicats italiens et la population ont réagi en descendant dans la rue manifester leur mécontentement. Leur crainte est que la situation des salariés devienne plus précaire qu'auparavant au profit des sociétés. Malgré ce désaccord, la réforme a été saluée par l'Union Européenne, notamment Angela Merkel qui a félicité la politique de Matteo Renzi. Les pays européens considèrent cette nouvelle loi comme un moyen de faciliter l'insertion à l'emploi, luttant ainsi contre l'augmentation du chômage. Le président du conseil ne cède devant aucune pression, ce qui lui vaut le surnom de Thatcher en Italie.

Un requiem pour le Sénat ?

L'autre point phare de la politique du gouvernement Renzi, est d'assurer une stabilité politique et de faciliter l'adoption des lois. Pour lutter contre l'instabilité, Matteo Renzi, a instauré, 4 mois après sa prise de pouvoir, par 2 décrets, une autorité pour lutter contre la corruption. Considérant la

procédure judiciaire trop lente le gouvernement a donc créé une commission soumise à une procédure simplifiée.

L'une des principales promesses du gouvernement était de modifier le fonctionnement du Sénat afin d'abolir le bicaméralisme parfait du parlement. A la suite de la première guerre mondiale, les deux chambres parlementaires ont obtenu les mêmes prérogatives. Beaucoup considèrent ce système comme dépassé, mais aucun des gouvernements précédents n'avaient osé s'attaquer aux privilèges des sénateurs. La réforme constitutionnelle a été amendée dans la nuit du 14 février par le Sénat lui-même, et sera soumise à une deuxième relecture par la chambre des députés en mars avant d'être définitivement adoptée.

L'objectif de Matteo Renzi est de créer un Sénat des Autonomies, c'est-à-dire réduire le nombre de sénateurs de 375 à 100 uniquement, et pour un mandat de 5 ans. Le suffrage était jusqu'à présent direct comme pour les députés. Dorénavant, le vote pour élire les sénateurs sera indirect comme en France, c'est-à-dire par les maires et conseillers régionaux.

Les Sénateurs peuvent dire adieu à leurs indemnités supplémentaires. Selon le gouvernement, cette réforme permettra d'économiser 500 millions d'euros par an.

La fonction de l'institution est également réformée. Le Sénat n'accordera plus sa confiance au parlement, et ne pourra plus se prononcer sur le vote du budget. En contrepartie de cette perte d'influence vis-à-vis du pouvoir exécutif, Matteo Renzi offre une maigre compensation. Le Sénat sera chargé de l'élaboration du droit commun en Italie en transposant les directives de l'UE (l'Union Européenne) et sera donc la passerelle avec le parlement européen.

Matteo Renzi par cette réforme peut se féliciter d'avoir honoré 3 de ses promesses : Réduire les coûts de la politique,

diminuer le nombre de parlementaires, et abolir le bicaméralisme parfait.

Une Italie moteur de l'Union Européenne ?

Matteo Renzi l'avait annoncé le soir de sa prise de pouvoir « Je suis ému et déterminé à travailler pour que l'Italie change l'Europe ».

Ce choix d'un Sénat au regard tourné vers l'Europe prouve une nouvelle fois sa détermination de jouer un rôle important au sein de l'UE. Il a déjà été fortement remarqué pour la réussite du plan Junker, qui a permis davantage de souplesse dans le pacte de solidarité européen. Plus précisément, il a obtenu que les investissements publics ne soient plus considérés lors du calcul du déficit.

Il semblerait donc que le « Rottomatore » veuille défendre sa position de fondateur des communautés européennes.

[Lorenzo Privitera](#)

Espagne : le bipartisme bat de l'aile

Dimanche 24 Mai avaient lieu en Espagne les élections municipales et régionales. Et les résultats sont sans appel : les indignés de Podemos s'imposent comme troisième force politique majeure. Les partis traditionnels – le PP (Parti conservateur, de droite) et le PSOE (Parti Socialiste Ouvrier) – ayant déçu, incapable de trouver les solutions à la crise qui frappe le pays depuis 2008.

Après une soirée électorale mettant fin au suspense de deux élections, les espagnols se réveillent dans un pays qui vient de vivre une révolution politique : elle est désormais divisée en quatre formations politiques distinctes. Il y a d'abord le PP – le parti conservateur-, reste premier parti du pays mais subit un net recul et paie ses politiques d'austérité successives; le PSOE (Parti Socialiste Ouvrier) ensuite ne provoque plus l'adhésion mais joue de la lassitude provoquée par le premier pour prendre le contrôle de certaines municipalités ; et les deux petits nouveaux confirment la mort du bipartisme en Espagne. Podemos, les indignés de la gauche radicale devenue troisième force politique, et Ciudadanos, le Podemos de droite, anti-corruption et fervent partisan de l'unité nationale espagnole.

Barcelone et Madrid aux mains de Podemos



©CC/Wikicommons

Le symbole est d'autant plus fort que les deux plus grandes villes du pays, Madrid et Barcelone, ont toutes deux propulsé une des figures de Podemos à la tête de leurs mairies. La preuve du raz-le-bol porté depuis des mois par le leader de l'indignation, Pablo Iglésias. Reconnaissable entre mille, l'homme à la moustache et la queue de cheval est

officiellement devenu une figure politique, une icône même, chez nos voisins ibériques.

Le PP perd-t-il la face ?

Mais il n'y avait pas uniquement les élections municipales dimanche soir. Les Espagnols étaient également appelés à voter pour définir les instances dirigeantes de 13 des 17 communautés autonomes (régions) que compte le pays. Si le PP a remporté le scrutin dans 9 régions, il a perdu toutes ses majorités absolues et est ainsi contraint de s'allier faire des alliances pour espérer gouverner. Un revers accueilli tant bien que mal par le PP dont le vice-secrétaire général, Carlos Furian, le vice-secrétaire général du PP, a d'ores et déjà annoncé le soir même des résultats qu'ils exerceraient la « majorité avec humilité et conscients que cette législature sera celle du dialogue et des accords ». Cependant, avec qui le parti conservateur peut-il s'allier ? Le PP, historiquement fort électoralement, ne dispose que de rares alliés dans le paysage politique. Ciudadanos se présenterait comme la seule possibilité pour le parti de Mariano Rajoy qui conserve tout de même une certaine domination politique sur l'ensemble du territoire. Avec une perte de 10 % – soit 2.4 millions des suffrages- par rapport à 2011, le PP lorgne donc sur les 6.55% des voix obtenues par le jeune parti conservateur d'Albert Rivera.

Fier des résultats de son parti, ce dernier est dans une situation politique qui pourrait lui conférer plusieurs régions : il doit maintenant choisir s'il s'alliera à ceux qu'il a pourfendu pendant toute la campagne. Dans l'absence d'alliance, le PP perdrait la région de Madrid qu'il gouverne depuis vingt ans, mais aussi celles de Castilla-et-Léon, La Rioja ou Murcie. Enfin le PP a peu de chance de remporter les régions Valence, Aragon et Castilla La Mancha, qui dépendent de l'alliance de Podemos aux socialistes, malgré son arrivée en tête des suffrages.

La Serbie entre Vladimir Poutine et l'Union Européenne

En visite en Serbie cette semaine, Vladimir Poutine a assisté à la célébration du 70e anniversaire de la libération de Belgrade, la capitale. Un signe fort envoyé au président russe qui n'a pas forcément plu aux membres de l'Union Européenne.

La Serbie et l'Union Européenne c'est une histoire qui a du mal à s'écrire. La Serbie a vu les choses en grand pour accueillir le président russe, Vladimir Poutine dans le cadre du 70e anniversaire de la libération de Belgrade (1944). Cet accueil et le soutien affiché par le président serbe, Tomislav Nikolic, à son homologue russe ont suscité de nombreuses polémiques notamment du côté des Européens qui estiment que Belgrade envoie un mauvais signal en recevant ainsi le président russe.

http://youtu.be/pTd2Ha_DwyY

Tomislav Nikolic solidaire de Vladimir Poutine

La Serbie a le statut officiel de pays candidat à l'intégration européenne. Les négociations sont ouvertes depuis juin 2013 et le dernier rapport d'étape de la Commission européenne, rendu publique la semaine dernière, était plus qu'élogieux en faveur de la Serbie. Depuis plus d'un an, Tomislav Nikolic met tout en place pour respecter les réformes exigées par Bruxelles. Sauf que dans le même temps, le pays reste proche de son voisin de l'est. La Serbie refuse

catégoriquement d'appliquer les sanctions préconisées par l'UE dans le cadre du conflit avec la Crimée. Moscou est un allié stratégique de Belgrade et les investissements russes pèsent de plus en plus lourd dans l'économie du pays. Cette indécision de la diplomatie serbe inquiète d'autant plus les Occidentaux que Belgrade doit prendre le 1er janvier prochain la présidence annuelle tournante de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Co-opération en Europe).

Enfin une solution pour nettoyer les océans

Un jeune étudiant aurait peut être trouvé la solution pour nettoyer les océans des déchets. Une solution bien réfléchie qui ne pollue pas et surtout qui ne perturbe en rien l'écosystème marin. Plus d'explications avec cet article.



Voilà les déchets contre lesquelles se bat Boyan Slat (@Wikipédia)

Boyan Slat est peut être le sauveur des **océans**. Il aurait trouvé le système permettant le grand nettoyage des mers et **océans**. Découvrez le système.

« **The official cleanup** » comment fonctionne-t-il?

Le projet du jeune hollandais nommé « **The official cleanup** » a pour but de récupérer tous les déchets présents dans les **océans**. Il y aurait plus de 340 millions de déchets dans les **océans**. Le système ressemble à entonnoir géant et fonctionne grâce au courant marin. Il est à la fois assez gros pour récupérer toute sorte de déchets et assez petits pour ne pas endommager **l'écosystème**.

Un projet onéreux

Très simple de conception, le projet est pourtant très coûteux. Pour la construction a grande échelle du système, il faudrait au minimum collecté 2 millions de dollars. Il faut plus de 6 dollars pour extraire un kilo de déchets. Pour l'instant seuls 185 309 dollars ont été récolté sur les 2 millions de dollars nécessaires.

10 ans pour nettoyer la moitié du Pacifique

Avec le projet du « **The official cleanup** », il faudrait a peu près 10 ans pour nettoyer la moitié de l'**Océan Pacifique**. Une avancé significative dans la lutte contre la dégradation des **océans**. Plus de 100 volontaires sont venus soutenir le jeune hollandais qui avait lancé avec succès une campagne de financement participatif.

Voici la vidéo du projet :

Enfin, une solution qui conviendrait à tous pour retirer tous les déchets déposés par l'Homme.

Alexandre Gozzi